



CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES – TERMES DE REFERENCE PRESTATIONS DE SERVICE

Agence Française de Développement
5, rue Roland Barthes
75598 Paris Cedex 12 - RCS PARIS B 775 665 599
Téléphone : + 33 (0)1 53 44 31 31

Concernant la prestation

**« Renforcement des échanges économiques entre les îles
de l’Océan Indien occidental »**

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	Présentation du Service Prescripteur	3
ARTICLE 2.	Objet du marché	3
ARTICLE 3.	Contexte et objectifs de la mission	3
ARTICLE 4.	Prestation attendue	4
ARTICLE 5.	Livrables attendus.....	5
ARTICLE 6.	Modalité d'exécution.....	5
6.1	Méthodologie attendue	5
6.2	Conditions d'exécution.....	6
6.3	Planning d'exécution.....	6
ARTICLE 7.	Compétences attendues du Prestataire	7
ARTICLE 8.	Moyens mis à disposition du Prestataire.....	7

ARTICLE 1. Présentation du Service Prescripteur

Présentation de l'AFD :

Le groupe Agence française de développement (AFD) est un établissement public qui finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et durable. Plateforme française d'aide publique au développement et d'investissement de développement durable, nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud.

Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer et dans 115 pays, pour les biens communs de l'humanité – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable. Pour un monde en commun.

Au moyen de subventions, de prêts, de fonds de garantie ou de contrats de désendettement et de développement, l'AFD finance des projets, des programmes et des études et accompagne ses partenaires du Sud dans le renforcement de leurs capacités.

Sa filiale **Proparco** (www.proparco.fr) soutient les investissements privés. Dédiée à la mobilisation de l'expertise publique française, **Expertise France** (www.expertisefrance.fr) a rejoint le groupe AFD en 2022.

L'AFD collabore également avec les réseaux académiques français et internationaux pour alimenter les débats et réflexions prospectives sur le développement.

Elle assure la gestion du **Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM)**, qui cofinance des projets conciliant environnement et développement.

L'ensemble des informations relatives à l'AFD, et notamment sa Charte d'Ethique que le Prestataire est fortement invité à consulter, sont accessibles sur le lien suivant : www.afd.fr.

ARTICLE 2. Objet du marché

Les relations économiques entre les îles de l'Océan Indien occidental (OIO) sont très en deçà de leur potentiel. L'objet du marché est de réaliser une étude qui permette de comprendre les facteurs limitants aux échanges économiques (commerciaux et investissements) et humains entre les DOM (la Réunion et Mayotte) et les pays étrangers voisins (Madagascar et Maurice) pour, d'une part, proposer des actions concrètes pour influencer sur ces facteurs en vue d'accroître les relations économiques (commerciales et investissements) entre ces territoires, et, d'autre part, définir une feuille de route pour la coopération économique entre les départements français et les pays étrangers voisins de l'OIO.

La réalisation de cette étude, en contribuant au renforcement des échanges entre ces territoires, vise à favoriser des retombées économiques positives pour les économies de la zone et promouvoir les bénéfices d'une meilleure intégration régionale.

ARTICLE 3. Contexte et objectifs de la mission

• Problématique générale

Les relations économiques entre les 4 îles de l'OIO sont très en deçà de leur potentiel.

Cette étude s'inscrit donc dans le cadre du constat d'une insuffisance des échanges économiques entre les deux îles, alors même que ces économies semblent complémentaires que ce soit au niveau des ressources naturelles, du tissu industriel, des services, des ressources humaines et financières. Les importations en provenance de Madagascar ne représentent que 0,8% des importations réunionnaises totales en 2023. Le riz est importé de Thaïlande et l'Inde, le lait et la viande proviennent en grande partie d'Europe, et l'aliment pour bétail d'Argentine. Or, Madagascar apparaît comme le partenaire évident pour fournir à La Réunion ce qu'elle ne peut produire, notamment dans le secteur agricole. En sens inverse, Madagascar importe des produits agricoles, des biens transformés et autres équipements qui pourraient provenir de la Réunion, depuis des zones plus

lointaines ; alors que Madagascar produit une grande diversité d'espèces fruitières et légumières tant tropicales que tempérées.

Concernant Maurice, les importations en provenance de cette île ne représentent que 1,2% des importations totales de la Réunion en 2023. Celles-ci portent notamment sur les produits à base de poisson ; les articles d'habillement et les produits en plastique. Maurice et Madagascar sont respectivement le 21^{ème} et le 25^{ème} fournisseurs de la Réunion. Les investissements (IDE) de la Réunion vers Maurice n'ont été que de 119 millions MUR (environ 2,5 millions d'euros) en 2023 d'après les estimations la Banque centrale de Maurice.

Enfin, s'agissant de Mayotte, les importations en provenance des pays de l'océan Indien s'élèvent à 43,2 MEUR et représentent seulement 4,1 % du total des importations de l'île.

L'enjeu de ce projet est de contribuer à renforcer les échanges commerciaux entre La Réunion, Mayotte, Madagascar, et Maurice, afin de réduire l'empreinte carbone et de sécuriser les chaînes d'approvisionnement. En effet, l'importation des produits de pays lointains implique des transports de marchandises sur de longues distances, généralement par voie maritime ou aérienne. Les conséquences de l'épidémie de coronavirus et de la guerre en Ukraine ont montré la fragilité de la chaîne logistique régionale. Une meilleure synergie entre ces économies et une meilleure utilisation des avantages comparatifs seraient en outre de nature à générer un gain de croissance.

- **Environnement, contraintes**

Cette faiblesse des échanges entre ces îles s'explique par plusieurs raisons, notamment :

- Réglementaire : l'application du droit de l'Union européenne à la Réunion et à Mayotte a pour effet que le droit en vigueur sur ce territoire est particulièrement strict par rapport aux standards des pays de la région. Les importateurs de la zone ont parfois des difficultés à se mettre en conformité avec ce droit. Cette mise en conformité, en plus d'être longue et complexe, est génératrice de coûts supplémentaires. Les différences réglementaires entre les îles de la région, le droit mauricien étant partiellement basé sur la Common law, est un facteur de limitation des échanges.
- Connectivité régionale : les échanges commerciaux sont freinés par les difficultés en termes de connectivité aérienne et portuaire. La faible concurrence entre les compagnies aériennes pour les connexions entre Madagascar, Maurice, Mayotte et la Réunion renchérit le coût du transport et limite les interactions régionales.

Au niveau portuaire, les ports de Saint-Denis et de Port-Louis sont parfois congestionnés, augmentant les délais de livraison. Madagascar ne dispose pas encore de grand port de niveau international. L'agrandissement et la modernisation en cours du port de Tamatave, sur la côte Est, devrait cependant permettre de fluidifier les flux de marchandises.

- Taille des marchés : la petite taille des marchés de Mayotte (0,3 million d'habitants), de la Réunion (0,9 million) et de Maurice (1,3 million) réduit leur attrait auprès des investisseurs étrangers. Si Madagascar a une population beaucoup plus importante (30 millions d'habitants), les difficultés économiques du pays impactent négativement le dynamisme du commerce régional.

- **Périmètre**

Cette étude portera sur tous types d'éléments qui impactent le commerce des biens et des services, y compris ceux qui ne sont actuellement pas l'objet d'un commerce entre les territoires concernés mais qui sont susceptibles de l'être. Ces éléments doivent inclure, notamment la réglementation, les normes, la fiscalité, les contraintes physiques et culturelles (liste non limitative). En termes de périmètre géographique, l'étude se concentrera essentiellement sur les flux croisés entre Madagascar, Mayotte Maurice et la Réunion.

ARTICLE 4. Prestation attendue

Il est attendu que cette étude :

- a) Dresse un état des lieux des échanges économiques entre Madagascar et la Réunion, entre Madagascar et Mayotte, ainsi qu'entre Maurice et la Réunion, en particulier les échanges commerciaux (importations et exportations) et les investissements croisés, en mettant en perspectives les forces et faiblesses des relations commerciales et des investissements croisés ;

- b) Identifie les points de blocages pour un développement des échanges commerciaux, capitalistiques et humains. L'étude pourra examiner de manière non exhaustive les points suivants : insécurité juridique, corruption, non satisfaction des normes réglementaires et sanitaires (notamment européennes), complexité réglementaire, politique commerciale (dont les droits de douane et l'octroi de mer), difficulté d'accès aux informations, faiblesse des infrastructures et des moyens de transport, absence de visibilité des produits, absence de partenaire, difficultés de financement, couverture des risques, concurrence étrangère...

c) Propose des solutions concrètes pour surmonter les difficultés recensées. L'étude formulera des propositions réalistes, y compris en termes d'adaptation des normes réglementaires, pour surmonter les difficultés identifiées par rapport aux potentialités. Ces solutions seront hiérarchisées par ordre d'importance et de priorité. **Il conviendra de veiller à :**

- a) Identifier des mesures concrètes pour renforcer les échanges commerciaux et humains, telles que la simplification des procédures douanières et administratives, la réduction des barrières commerciales, la promotion des investissements, le développement des infrastructures de transport...
- b) Proposer des stratégies de communication et de sensibilisation pour promouvoir les opportunités commerciales entre les deux régions.
- c) Élaborer une feuille de route avec des actions spécifiques à entreprendre à court, moyen et long terme.

ARTICLE 5. Livrables attendus

Il sera attendu :

- a) Un rapport détaillé comprenant une analyse approfondie des opportunités et des contraintes liées aux échanges économiques (commerciaux et investissements) et humains entre Madagascar et la Réunion, entre Madagascar et Mayotte ainsi qu'entre Maurice et la Réunion. Les résultats de l'étude seront présentés de manière claire et précise ;
- b) Des recommandations pratiques et réalisables pour renforcer les échanges commerciaux et humains entre les deux territoires. Il sera important d'inclure analyses, graphiques et données pertinents pour étayer les recommandations ;
- c) Une présentation synthétique et un résumé des principales conclusions et recommandations ;
- d) L'organisation d'évènements pour s'assurer de l'appropriation de la présente étude et pour présenter ses résultats.

ARTICLE 6. Modalité d'exécution

6.1 Méthodologie attendue

Le Prestataire (ou groupement de prestataires) pourra proposer la méthodologie jugée la plus adaptée pour mener à bien ses activités, en accord avec le responsable de la mission.

Les livrables seront la propriété de l'AFD. Ils pourront être utilisés sur tous les canaux de communication du groupe AFD (internet, papier, ondes, TV, etc.), de la Direction générale du Trésor, de l'Ambassade de France à Madagascar, de l'Ambassade de France à Maurice et la Préfecture de la Réunion, en France ou à l'international, et sans limite de temps.

Les éléments de communication produits pourront aussi être repris par les partenaires du Groupe et les médias qui souhaitent les utiliser pour leur propre diffusion.

La méthodologie de travail sera la suivante :

- a) Revue documentaire : collecte et analyse de données pertinentes sur les échanges commerciaux et humains passés et actuels entre la Réunion et Madagascar, entre Madagascar et Mayotte et entre la Réunion et Maurice, les réglementations, les politiques économiques...
- b) Entretiens : réalisation d'entretiens avec des acteurs clés tels que les représentants gouvernementaux, les acteurs du secteur privé, les associations professionnelles, etc.
- c) Analyse comparative : étude des modèles de coopération commerciale réussis entre d'autres pays insulaires, analyses économiques et marketing.
- d) Analyse SWOT (*strengths, weaknesses, opportunities, threats*) : identification des forces, faiblesses, opportunités et menaces liées au renforcement des échanges commerciaux et humains.

Pour l'ensemble des travaux, une large revue des acteurs économiques sur les trois îles devra être réalisée : acteurs publics (Ministères malgaches et mauriciens, Préfectures, Régions, Départements, Service économique), acteurs parapublics (Business France, BPI France, Proparco, Cap Business Océan Indien, EDBM, EDB...), acteurs privés (Chambres françaises de commerce et d'industrie de la région, Medef, GEM, Business Mauritius, Club Export Réunion, French Tech etc.), monde académique (universités de la Réunion, économistes ...).

6.2 Conditions d'exécution

La prestation pourra être exécutée dans les locaux du Prestataire (ou du Prestataire leader du Groupement). Une première réunion de préparation sera organisée pour préciser le besoin le plus précisément possible, et discuter des points nécessitant une prise de décision de la part des équipes de l'AFD, du SE de Tananarive et de la CCIFM. Des points réguliers hebdomadaires seront organisés durant la période de la prestation. Des étapes de validation des résultats seront à prévoir dans le planning de la prestation.

Le projet sera mis en œuvre avec l'appui d'un comité de pilotage composé de représentants :

- de la Chambre de Commerce et d'Industrie France Madagascar, bénéficiaire du projet ;
- du Service économique de Tananarive ;
- de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Réunion ;
- du Club Export Réunion ;
- de la Direction Régionale de l'AFD à la Réunion.

Ce comité de pilotage aura notamment pour mission : (1) de valider les termes de référence de l'étude, (2) de sélectionner le Prestataire, (3) de valider les résultats à mi-parcours, (4) de valider les résultats de l'étude ainsi que le plan d'action, (5) de valider l'organisation d'événements concourants à l'appropriation de l'étude par les parties prenantes ainsi que ceux portant sur la présentation des résultats, et (6) de contribuer à la mise en œuvre des actions validées.

6.3 Planning d'exécution

La prestation proposée s'entend sur une durée de 6 mois selon le calendrier prévisionnel suivant :

Jalons	Dates
Lancement de l'appel d'offres	Mai 2025
Sélection du prestataire	Juillet 2025
Démarrage de la prestation	Août 2025
Présentation à mi-parcours	Novembre 2025
Remise du rapport	Janvier 2026
Atelier de restitution	Janvier 2026

L'atelier d'appropriation du plan d'action pourrait avoir lieu à partir de novembre 2025. Il devra se tenir à Madagascar ou à la Réunion.

ARTICLE 7. Compétences attendues du Prestataire

Le Prestataire (ou groupement de prestataires) en charge de l'étude devra disposer des qualifications suivantes :

- Expertise en économie internationale : le Prestataire devra posséder une compréhension et une connaissance approfondies des principes d'économie internationale, y compris les réglementations douanières, les accords commerciaux, les obstacles commerciaux, et les pratiques commerciales spécifiques à la Réunion, à Mayotte, à Maurice et à Madagascar.
- Connaissance du marché de la Réunion, de Madagascar et de Maurice : une compréhension approfondie des marchés locaux (y compris le marché du travail), de la Réunion, de Madagascar et de Maurice est essentielle. La connaissance du marché de Mayotte constitue une plus-value. Cela inclut la compréhension des secteurs économiques clés, des tendances du marché, des acteurs locaux et des opportunités commerciales existantes. Le recours à l'expertise locale sera valorisé.
- Compétences en recherche et analyse : le Prestataire doit avoir des compétences solides en recherche et en analyse pour collecter les données économiques et financières pertinentes, effectuer des études de marché approfondies, analyser les tendances commerciales, évaluer les opportunités et les défis potentiels pour renforcer les échanges commerciaux entre ces trois îles.
- Excellentes capacités de synthèse et de présentation, maîtrise du français et de l'anglais.

ARTICLE 8. Moyens mis à disposition du Prestataire

L'ensemble de la documentation dont dispose l'AFD sera mise à disposition du Prestataire. Il existe relativement peu d'études consolidées concernant les échanges économiques (commerciaux et investissements) et humains entre Madagascar, la Réunion, Mayotte et Maurice. Si des données brutes peuvent être recensées (pôle statistique des douanes, INSTAT, bases de données du FMI, directions des ports, COMTRADE, INSEE), les analyses ciblant ces échanges spécifiques dans l'océan Indien sont peu nombreuses. On peut citer par exemple :

- IEDOM, « Rapport annuel économique de La Réunion 2023 », juin 2024. Url : <https://www.iedom.fr/Rapport-annuel-economique-de-La-Reunion-2023>
- Sénat, « La coopération et l'intégration régionales des outre-mer - volet 1 : bassin océan Indien », Rapport d'information n° 763 (2023-2024), déposé le 17 septembre 2024. Url : <https://www.senat.fr/rap/r23-763/r23-7635.html>
- IEDOM, « Echanges régionaux des départements français de l'océan Indien : identification des facteurs de frein et des éléments de soutien à l'aide d'un modèle de gravité », Les Notes de l'Institut d'émission, mai 2014. Url : <https://www.iedom.fr/mayotte/publications/etudes-thematiques/article/echanges-regionaux-océan-indien-mai-2014>
- Sénat, « Mutations et perspectives pour les économies des territoires français de l'océan Indien », Rapport d'information n° 571 (2016-2017), déposé le 2 juin 2017. Url : <https://www.senat.fr/rap/r16-571/r16-571.html>
- COI, « Les pays de la Commission de l'Océan Indien, Etude phare sur l'intégration régionale. » Rapport final résumé, 2012. URL : [Décembre 2012 - Les pays de la Commission de l'océan Indien Étude phare sur l'intégration régionale - Rapport final résumé \(afdb.org\)](https://www.afdb.org/fr/fr/~/media/afdb/Document/2012/12/Decembre-2012-Les-pays-de-la-Commission-de-l%27océan-Indien-Etude-phare-sur-l%27intégration-régionale-Rapport-final-résumé-afdb.org)

Par ailleurs, le Prestataire devra faire l'inventaire des récents rapports ministériels (notamment du ministère des Outre-mer et de l'Agriculture) commandités sur des sujets connexes au périmètre de la présente étude.